



**PRÉFET
DU VAL-D'OISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
et de l'appui territorial**

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté N° IC-22-050

abrogeant l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° IC-22-028 du 29 avril 2022

société CENERGY à SAINT-OUEN-L'AUMÔNE

Le Préfet du Val d'Oise
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 511-1 et R. 181-45 ;

Vu le décret du Président de la République du 17 janvier 2018 nommant de M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu le décret du Président de la République du 9 mars 2022 nommant de M. Philippe COURT, préfet du Val-d'Oise (hors classe) ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-062 du 28 mars 2022 donnant délégation de signature à M. Maurice BARATE, secrétaire général de la préfecture du Val-d'Oise ;

Vu l'arrêté préfectoral n° IC-28-028 du 29 avril 2022 prescrivant des mesures d'urgence à la société CENERGY – 1, Rue du Gros Murger sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE, suite à l'incendie déclaré sur le site le 28 avril 2022 ;

Vu le courrier de l'exploitant du 7 juin 2022, par lequel il demande la levée de la suspension du fonctionnement des installations en auto-contrôle prévue à l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29 avril 2022 ;

Vu le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 9 juin 2022 ;

Vu les compléments apportés par la société CENERGY par courriels des 24 et 27 juin 2022, portant sur le respect des prescriptions associées au fonctionnement en auto-contrôle ;

Vu le rapport de la direction régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France du 5 juillet 2022 ;

Considérant que la demande formulée par la société CENERGY est notable et non substantielle ;

Considérant qu'au vu des éléments et justificatifs apportés par l'exploitant il convient de donner une suite favorable à sa demande ;

Considérant en conséquence qu'il convient d'abroger l'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence du 29 avril 2022 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRÊTE

Article 1 : L'article 7 de l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n° IC-22-028 du 29 avril 2022, prévoyant la suspension de l'auto-surveillance des installations exploitées par la société CENERGY 1, Rue du Gros Murger, sur le territoire de la commune de SAINT-OUEN-L'AUMONE, est abrogé ;

Article 2 : En cas de non-respect des dispositions du présent arrêté, l'exploitant sera passible des sanctions administratives et pénales prévues respectivement par les articles L. 171-8 et L. 173-1 et suivants du code de l'environnement.

Article 3 : Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de et peut y être consultée,

- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture du Val-d'Oise,

- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture du Val-d'Oise pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : Conformément aux dispositions de l'article R. 551-6-4 du code de l'environnement, le présent arrêté peut être déféré au Tribunal Administratif de CERGY PONTOISE : 2/4 boulevard de l'Hautil - B.P. 322 – 95027 – CERGY PONTOISE CEDEX

1) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit acte leur a été notifié ;

2) par les tiers intéressés, en raison des dangers que le fonctionnement de l'ouvrage présente pour les intérêts mentionnés à l'article L.551-3, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en service de l'ouvrage dans les cas prévus au deuxième alinéa de l'article R. 551-3.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture, la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France et le maire de SAINT-OUEN-L'AUMONE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Cergy-Pontoise, le **28 JUIL. 2022**

Pour le préfet,
Le secrétaire général

Maurice BARATE